



Déclaration SNUIPP-FSU, SNES-FSU

CAPA du 27 avril 2020

Plus de 20 000 morts en France, plus de 160 000 morts dans le monde, des milliards d'êtres humains confinés chez eux, des économies ébranlées, des rues vides, une nature qui reprend un peu sa revanche... jamais le monde n'aura été confronté à une telle situation ! Et comme toutes les crises, la crise sanitaire actuelle révèle l'absurdité et la dangerosité des politiques libérales et met en évidence la nécessité de mettre en œuvre une autre organisation de la société et d'autres modes de productions. Cette crise démontre de façon douloureuse le manque d'investissement dans les services publics, à commencer par l'hôpital, la destruction de la biodiversité et plus généralement l'action humaine sur l'environnement, le sous-investissement dans la recherche, le développement effréné des échanges mondiaux pour maximiser les profits quel qu'en soit le coût social et environnemental et les conséquences sur les approvisionnements stratégiques (manque de masques, de respirateurs, ...etc). Les dérèglements de ce monde font système, ils éclatent au grand jour de la plus tragique des façons mais ils sont aussi porteurs de prises de conscience. Dans ce contexte, E. Macron a déclaré qu'il faudrait « tirer toutes les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour » et que « des biens et des services doivent être placés en dehors des lois du marché ». Dans ses déclarations suivantes, le Président parle de « ratés ». Non, ce ne sont pas des

«ratés», mais bel et bien les conséquences de choix politiques conscients de ce gouvernement et des gouvernements précédents. Ce sont les politiques de désengagement et d'économie de l'État dans les services publics – et en particulier les fermetures de 17 500 lits dans les hôpitaux depuis 6 ans - qui amènent au tragique bilan que nous pouvons observer actuellement. Et comment croire ce Président alors que la loi « Ma Santé 2022 » et son corollaire de restructurations n'est pas remise en cause et qu'aucun projet de loi de finances de la Sécurité Sociale rectificatif n'est prévu. Il est fort probable que tout continue comme avant...

Et certains, dont notre ministre, découvrent la fracture numérique, la misère sociale et l'existence des classes populaires (celles-là même qui sont en 1^{ère} ligne) les utilisant pour justifier le déconfinement le 11 mai alors que les vraies raisons sont de remettre les parents/salariés au travail et la reprise économique. L'inquiétude, l'angoisse et la colère sont grandes tant chez les personnels que chez les parents et les élèves car les conditions de sécurité sanitaire sont loin d'être réunies pour que la rentrée des élèves et des personnels se fassent sans risque. Comme toujours, le ministre Blanquer navigue à vue et prétend consulter les organisations syndicales et faire de la co-construction pour la reprise du 11 mai. C'est faux car comme d'habitude nous apprenons les décisions prises par le ministre dans les médias.

Comme tous les personnels de l'EN, les psychologues EDA et EDO ont été particulièrement mobilisés dès le début du confinement mettant en œuvre des organisations de travail afin d'assurer la continuité dans le lien avec les établissements, les familles et les élèves. Cette situation a bousculé nos repères du fait de la distance dans la pratique de notre outil essentiel qu'est l'entretien mais il met aussi en lumière nos fondamentaux.

En effet il faudra examiner les demandes qui nous seront faites au regard du code de déontologie et de l'intérêt des élèves et des décisions prises dans l'urgence. Il faut que la gravité des troubles anxieux produits par la situation soit prise au sérieux. Car les effets du covid-19 et de ses conséquences ne vont pas s'arrêter avec l'arrêt du

confinement. La situation anxiogène va générer de nombreux troubles dont certainement des phobies. La disparition de proches aura confronté nombre des élèves à la mort et pourra générer des réactions de détresse, un refus de se séparer de sa famille, des problèmes de sommeil, des angoisses.

La perte des rythmes et des repères liés à l'activité scolaire va se faire sentir : plus grande fatigabilité et manque de concentration, difficulté à rester assis, à écouter et s'écouter.

La période de confinement aura conduit certains adolescent.e.s à intensifier leurs usages de jeux vidéo ou de substances toxiques, perdant ainsi le contact avec la réalité scolaire et ses contraintes. Pour d'autres, des tensions intra-familiales déjà présentes auront été exacerbées sans possibilités de distanciation et auront pu conduire jusqu'à des violences subies ou agies.

Enfin, pour certains élèves, ces vécus traumatiques se traduiront au retour dans les écoles ou les établissements par des comportements perturbants qui seront difficiles à supporter par des enseignants épuisés et eux-mêmes touchés parfois par la maladie ou des décès dans leur famille ou de leur entourage.

Cette crise a également mis en évidence l'importance des CIO et des RASED dans le système éducatif. En effet, les CIO ont pu à l'échelle d'un bassin de formation, mettre en place une organisation cohérente et homogène dans la poursuite du travail des PsyEN. Les CIO ont été l'élément essentiel de maintien du lien entre les PsyEN. Et malgré leur fermeture, les CIO ont continué à recevoir des demandes par mail. Mais cette fermeture a empêché nombre d'utilisateurs d'effectuer des démarches comme par exemple les retours en formations initiales, l'accueil des décrocheurs, des mineurs isolés...

Les RASED, qui depuis toujours et aussi pendant cette crise, sont aux côtés des équipes et des enseignants afin d'apporter les compétences spécifiques et complémentaires pour accompagner, écouter et aider les élèves pendant la période du confinement et lorsqu'ils reprendront le chemin de l'école.

Au sein des RASED, les enseignants spécialisés et les PsyEN œuvrent dans cet objectif.

Ces personnels certifiés ont été formés et continuent de construire, au fil d'une longue pratique dans le champ de la difficulté scolaire, des savoirs d'expérience, notamment dans l'écoute de l'élève, de sa famille et des enseignants. Ils contribuent, par la prise en compte de leur complexité, à la résolution des situations difficiles.

Mais cette crise a également mis en évidence le manque criant de moyens matériels comme l'absence d'ordinateurs ou de téléphones professionnels. De nombreux collègues ont utilisé leurs téléphones portables personnels.

Pour continuer à faire un travail de qualité dans l'institution, il faut empêcher les fermetures de CIO et la disparition des RASED.

En ce sens, la carte scolaire 2020 doit être celle de l'augmentation des postes des personnels des RASED et des postes d'enseignants afin de répondre aux besoins éducatifs particuliers de tous les enfants.

Dans certaines académies des postes en RASED sont supprimés. Dans notre académie ce sont de nombreux postes qui sont annoncés fermés par exemple dans le Loiret 11 postes de maître E et 3 postes de maître G. Ce sont donc des RASED qui seront réduits à la seule présence d'un PsyEN dans son antenne. C'est inacceptable.

Pour le SNUipp-FSU, les postes doivent être abondés et les enseignants qui le souhaitent doivent pouvoir partir en formation spécialisée. Sur le terrain, les réseaux d'aide montrent d'ores et déjà leur implication dans la préparation de ce retour à l'école.

Dans le second degré le Snes-Fsu s'oppose toujours au nouveau schéma d'organisation des CIO et des services ainsi qu'à toute suppression de postes de personnels administratifs.

Mais cela suppose également que la politique gouvernementale se réoriente totalement en faveur des services publics et du recrutement de personnels au lieu de les assécher !

Ce n'est pourtant pas ce que le gouvernement fait, en portant toutes ses aides en faveur des entreprises, en supprimant leurs cotisations sociales et leurs impôts, privant ainsi, de nouveau, les services publics de ressources pour les années à venir. Il

valorise, y compris financièrement les initiatives du secteur associatif et privé dont on a vu qu'il se précipite sur le champ de l'aide scolaire et de l'orientation et maintenant de l'écoute ! Ces choix sont synonymes d'aggravation de la crise sociale, de détérioration des ressources psychologiques des personnes et de leurs liens sociaux. Il est temps que ce gouvernement et ce ministère changent de logiciel.

Concernant la question du déconfinement du 11 mai, nous demandons que des consignes claires de sécurité et du matériel, masques, gants, gel... soient envoyés dans les CIO car ce sont des services qui reçoivent du public.

Concernant l'objet de cette CAPA, l'accès à la Hors Classe, nous attirons votre attention sur des erreurs de barèmes. En effet des collègues voient leur barème stagner alors qu'ils ont 1 an de plus d'ancienneté dans leur échelon au 31 août 2020, ce qui modifie le classement global des promouvables.

La FSU tient à rappeler les critères qu'elle défend :

- 1- Classement des promouvables en fonction de l'échelon et du barème, avec une priorité aux retraitsables

À partir de ce classement,

- 2- Respect de l'équilibre homme/femme au sein du corps
- 3- Respect du poids respectifs des deux spécialités au sein des promouvables

La FSU demande que les personnels retraitsables soient promus en priorité, indépendamment de leur barème, au moins parmi les 28 premiers promouvables.

Par ailleurs, nous demandons à constituer une liste supplémentaire de promouvables dans le cas où certains PsyEn EDA détachés dans le corps des PsyEN seraient promus dans le corps des PE par l'intermédiaire des CAPD.

Dans les documents qui nous ont été fournis, le respect de l'équilibre homme/femme devraient promouvoir 11 femmes et 3 hommes.

Par ailleurs, l'équilibre des spécialités EDO et EDA parmi les promouvables devraient donner le ratio suivant : 9 EDA et 5 EDO.

Concernant les congés formation, nous attirons votre attention sur le fait que ce sont uniquement des PsyEN EDO qui ont fait des demandes. Cela rend compte selon nous, du malaise des collègues, conséquence de l'attitude maltraitante de notre hiérarchie qui s'est accentuées ces dernières années.

Par ailleurs, nous rappelons que le rectorat s'était engagé à créer un GT afin d'établir un plan de formation en direction des PsyEN.

Nous demandons un point d'étape sur le mouvement intra.

Nous souhaitons également connaître le calendrier des opérations d'orientation et d'affectation des élèves de la fin de l'année.